



FAVORISER L'ESSOR DE L'ONTARIO

PROGRÈS VERS LA PROSPÉRITÉ

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

L'honorable
CHARLES SOUSA
Ministre des Finances

2015
ALLOCATION



FAVORISER

L'ESSOR DE L'ONTARIO

PROGRÈS VERS LA PROSPÉRITÉ

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

L'honorable
CHARLES SOUSA
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

2015

ALLOCATION

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Favoriser l'essor de l'Ontario – Progrès vers la prospérité : Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2015, Allocution, appeler (sans frais d'interurbain) au :*

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2015
ISSN 1499-5557 (Imprimé)
ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
Building Ontario Up – Progress for Prosperity: 2015 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement

Introduction

Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de vous présenter le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2015*.

Ce rapport fait le point sur le plan financier et économique depuis la publication du budget de 2015.

Il donne un aperçu des progrès accomplis pour favoriser l'essor de l'Ontario.

Dans les budgets de 2014 et de 2015, nous avons établi un plan global pour assurer une plus grande prospérité aux Ontariennes et aux Ontariens en :

- ◆ créant un milieu des affaires innovateur et dynamique;
- ◆ bâtissant une infrastructure publique moderne comprenant les routes, les ponts et le transport en commun;
- ◆ investissant dans les talents et les compétences des gens;
- ◆ sécurisant la retraite.

Nous avons pris des mesures décisives sur tous ces plans et atteint des résultats positifs.

Monsieur le Président, l'Ontario vit actuellement un changement fondamental. Notre gouvernement n'est pas seulement ouvert au changement, il en est l'instigateur.

De plus, nous investissons dans notre économie et notre population. Et ce, tout en prenant des mesures concertées pour dépasser nos cibles en réduisant le déficit et en équilibrant le budget. Nous avons mis de l'avant un plan positif pour atteindre la prospérité et nous n'y dérogerons pas.

Nous faisons des progrès.

Monsieur le Président, malgré la conjoncture mondiale difficile, l'économie de l'Ontario continue de croître.

Les principaux indicateurs économiques, comme le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant et l'emploi, révèlent que la province continue de progresser et qu'elle a plus que regagné le terrain perdu durant la récession mondiale de 2008-2009. Selon des économistes du secteur privé, la croissance de l'Ontario devrait s'établir en moyenne à 2,3 % par an entre 2016 et 2018.

Les employeurs ontariens continuent d'embaucher : il s'est créé 559 600 emplois en Ontario depuis le creux de la récession de juin 2009. La majorité de ces nouveaux emplois sont des postes à temps plein dans des industries où le salaire dépasse la moyenne.

De plus, le taux de chômage en Ontario, qui a connu une diminution constante au cours des six dernières années, s'établissait à 6,8 pour cent en octobre 2015, un taux inférieur à la moyenne nationale.

Les forces économiques, comme l'intensification de la concurrence mondiale et les changements technologiques, ouvrent de nouvelles possibilités pour les entreprises et les travailleurs de la province.

L'Ontario demeure un chef de file en matière de croissance économique et, selon les économistes, devrait le rester au cours des deux prochaines années. Cela contribue à faire de la province la destination de choix pour les investissements directs étrangers en Amérique du Nord.

Favoriser un climat d'affaires plus innovateur et dynamique

Monsieur le Président, dans le budget de 2015, nous avons pris l'engagement de favoriser un climat d'affaires innovateur et dynamique afin de stimuler la compétitivité.

Pour contribuer à notre croissance économique et créer des emplois gratifiants et rémunérateurs pour nos familles, nous avons :

- ◆ réduit le taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario, de sorte que le taux combiné fédéral-provincial est inférieur au taux comparable de n'importe quel État américain;
- ◆ allégé le fardeau administratif pour les entreprises, ce qui a engendré des économies de 50 millions de dollars et de 2,4 millions d'heures pour les sociétés au cours des quatre dernières années;
- ◆ fait la promotion des entreprises ontariennes à l'échelle internationale grâce à nos missions commerciales.

Notre gouvernement reconnaît que l'économie de l'Ontario évolue pour devenir une économie innovante fondée sur le savoir, et nous cherchons des moyens pour stimuler la compétitivité.

Dans un article récent, Glen Hodgson et Daniel Muzyka du Conference Board du Canada, soutiennent que l'innovation est liée à la productivité parce que le fait d'accroître constamment la valeur des produits et des services et d'améliorer les processus est essentiel pour stimuler la croissance de la productivité¹.

Nous travaillerons à l'élaboration de nouvelles stratégies audacieuses pour faire de l'Ontario un chef de file mondial dans le domaine de la fabrication intelligente et de l'économie axée sur les services.

Nous renforçons aussi notre secteur des services financiers, qui représente près de 10 pour cent du PIB de l'Ontario et dont le taux de création d'emplois a été presque deux fois plus rapide que dans l'ensemble de l'économie de la province. Toronto s'est récemment hissée au huitième rang du Global Financial Centres Index et est maintenant deuxième en Amérique du Nord derrière nulle autre que New York².

Pour consolider notre position de chef de file à l'échelle internationale et pour tirer davantage parti de la contribution économique du secteur, le gouvernement modernise la réglementation, renforce la protection des consommateurs et des investisseurs et fait la promotion de Toronto comme un carrefour international de services financiers.

L'Ontario adopte aussi avec enthousiasme les nouvelles technologies qui permettent aux consommateurs utilisant téléphones intelligents et tablettes d'effectuer des transactions plus rapidement et facilement. Notre gouvernement reconnaît que l'économie de partage et l'usage de ces technologies ne sont pas appelés à disparaître.

Pour saisir les occasions prometteuses qui se présentent, nous avons créé le Comité consultatif en matière d'économie de partage, qui sera chargé de superviser l'élaboration et la coordination des possibilités offertes par le secteur, tout en protégeant les consommateurs et en favorisant des conditions équitables pour les entreprises.

L'économie de l'Ontario fait face à un environnement de plus en plus compétitif à l'échelle mondiale. Les nouveaux défis sont aussi porteurs de nouvelles possibilités, qui sont des occasions à saisir. Notre gouvernement ne se reposera pas sur ses lauriers. Les entreprises ontariennes évoluent dans le contexte de ces nouveaux phénomènes. Pour rester dans le peloton de tête, notre gouvernement met au point une stratégie audacieuse qui vise à accélérer la croissance économique de l'Ontario. Cette stratégie consiste à :

- ◆ favoriser l'expansion et la croissance des entreprises prospères;
- ◆ faire progresser une économie axée sur l'innovation et le savoir;
- ◆ moderniser le système réglementaire.

Améliorer la compétitivité signifie également abaisser les coûts, notamment réduire les coûts d'électricité pour les entreprises. C'est pourquoi nous proposons de retirer la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité des consommateurs commerciaux, industriels et d'autres consommateurs non résidentiels le 1^{er} avril 2018, soit neuf mois plus tôt que prévu. Cette mesure éliminerait une certaine incertitude quant aux coûts de l'électricité pour ces utilisateurs.

Elle fera économiser environ 7 pour cent à une grande entreprise industrielle typique, plus de 8 pour cent à une grande entreprise industrielle du Nord et environ 4 pour cent à une petite entreprise.

Bâtir et revitaliser l'infrastructure publique

Le gouvernement fait l'investissement dans l'infrastructure publique le plus important de l'histoire de la province.

Nous investissons plus de 134 milliards de dollars sur 10 ans dans des priorités telles que les routes, les ponts, le transport en commun, les hôpitaux et les écoles. En fait, un rapport publié en septembre par l'Institut Broadbent et le Centre for Spatial Economics a montré qu'en moyenne, pour chaque dollar investi dans l'infrastructure publique au Canada, notre PIB augmente de 1,43 \$ à court terme et de jusqu'à 3,83 \$ à long terme³.

Les investissements dans l'infrastructure ne contribuent pas seulement au bon fonctionnement de notre province, ils font croître notre économie.

Depuis le dépôt du budget de 2015, la province a annoncé son soutien à plus de 200 projets d'infrastructure qui faciliteront le déplacement des personnes et des marchandises, relieront les collectivités et amélioreront la vie des Ontariennes et des Ontariens. Les progrès réalisés récemment comprennent entre autres :

- ◆ la construction de la ligne de transport léger sur rail (TLR) Eglinton Crosstown, par suite d'un investissement provincial de 5,3 milliards de dollars au titre des coûts d'immobilisation;
- ◆ l'élargissement de tronçons de la route 7 à Kitchener;
- ◆ l'élargissement de la route 69 entre Sudbury et Parry Sound;
- ◆ la poursuite de la construction de la Ligne de la Confédération, le projet de TLR de 12,5 kilomètres à Ottawa;
- ◆ des investissements de 25 millions de dollars sur trois ans pour améliorer les pistes cyclables à l'échelle de la province.

C'est ainsi que nous favorisons l'essor de l'Ontario!

Optimisation des actifs

Monsieur le Président, en dégageant la valeur de certains biens provinciaux, nous sommes en mesure de réinvestir davantage dans de nouveaux biens afin de générer des avantages économiques. Nous réalisons la valeur de nos actions dans Hydro One et GM, vendons les immeubles abritant le siège social de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) et d'Ontario Power Generation, et réaffectons les terrains de Seaton et de Lakeview.

Les gains nets résultant de ces ventes aideront le gouvernement à générer des milliards de dollars qui seront investis dans les routes, les ponts, le transport en commun et d'autres infrastructures prioritaires partout en Ontario.

Monsieur le Président, comme vous le savez, nous avons bel et bien commencé à élargir l'actionnariat de Hydro One et avons fait un premier appel public à l'épargne portant sur environ 15 pour cent des actions. Les gains nets réalisés seraient portés au crédit du Fonds Trillium et consacrés à des investissements dans des projets du plan Faire progresser l'Ontario. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre l'objectif d'optimisation des éléments d'actif établi dans le budget de 2015, ce qui contribuera à financer des projets prioritaires sans avoir à emprunter davantage.

De plus, Monsieur le Président, l'Ontario a fait d'importants progrès en vue d'offrir plus de commodité et de choix aux consommateurs de bière. Entre autres, nous allons de l'avant avec la vente de bière dans les épiceries.

Nous avons aussi négocié pour rendre les règles du jeu équitables pour les petites brasseries, tout en gardant les prix de la bière en Ontario sous la moyenne canadienne.

Il s'agit du plus important changement apporté à la vente au détail de boissons alcoolisées en Ontario depuis la fin de la prohibition.

Investir dans la main-d'oeuvre de demain

Favoriser l'essor de l'Ontario signifie planifier en vue de l'avenir.

Il est essentiel de miser sur nos connaissances, notre esprit d'innovation et notre créativité. Notre avantage consiste à promouvoir une main-d'oeuvre hautement qualifiée pour stimuler la croissance économique et la compétitivité de la province.

C'est pourquoi nous sommes engagés à investir dans les talents et les compétences des gens.

De la petite enfance jusqu'à la fin des études postsecondaires, nous aidons les gens à obtenir l'éducation et à acquérir les compétences requises pour réussir dans l'économie changeante de la province.

En premier lieu, nous investissons 120 millions de dollars sur trois ans pour créer environ 4 000 places de plus en garderie agréée afin que les plus jeunes élèves prennent le meilleur départ qui soit. Cela signifie que nous aidons plus d'élèves à obtenir leur diplôme d'études secondaires et à faire carrière dans des domaines qui les passionnent. Nous avons aussi élargi de nouveau le programme Majeure Haute Spécialisation, en plus de lancer l'initiative Expérience Ontario.

De plus, en renforçant et en transformant le système d'enseignement postsecondaire, nous pouvons permettre à plus d'étudiants de fréquenter les universités et les collèges – et d'obtenir un diplôme. Pour accomplir cela, nous avons accru le soutien offert aux étudiants et modernisé le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario. Nous avons aussi élargi l'accès à eCampus Ontario et soutenons l'établissement d'un nouveau campus de l'Université York-Centre de Markham en partenariat avec le Collège Seneca. Ce campus permettra à environ 4 000 étudiants de fréquenter un établissement postsecondaire plus près de chez eux.

Investir dans la main-d'oeuvre de demain sous-entend aussi la nécessité d'offrir une formation et un soutien intensif aux jeunes qui se heurtent à de nombreux obstacles pour les aider à trouver un bon emploi. Voilà pourquoi nous avons lancé le Programme d'accès à l'emploi pour les jeunes.

Améliorer la sécurité du revenu de retraite

Monsieur le Président, de nos jours en Ontario, seulement le tiers des travailleurs a un régime de retraite d'employeur. Dans le budget de 2015, notre gouvernement s'est engagé à renforcer la sécurité du revenu de retraite des Ontariennes et des Ontariens.

Avec un revenu de retraite adéquat, les gens peuvent profiter d'une meilleure qualité de vie, jouir d'une meilleure santé et maintenir leurs dépenses à un niveau plus élevé, ce qui favorise la croissance économique.

Nous créons un nouveau régime de retraite provincial obligatoire, soit le Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO), nous instaurons de nouveaux véhicules d'épargne-retraite, tels que les régimes de pension agréés collectifs (RPAC), et nous renforçons et modernisons les régimes de retraite d'employeur.

Nous progressons sur tous ces plans, Monsieur le Président.

L'Ontario a aussi joué un rôle de premier plan dans la revendication d'une bonification du Régime de pensions du Canada (RPC) et nous nous réjouissons de la possibilité de reprendre les discussions avec nos partenaires du gouvernement fédéral et des autres provinces.

L'Ontario soutiendra une bonification du RPC qui soit conforme aux objectifs du RRPO en matière de couverture et de suffisance des revenus.

Bonifier le RPC prendrait beaucoup de temps et nécessiterait l'accord des divers gouvernements au pays. Compte tenu du besoin pressant de renforcer la sécurité de la retraite, l'Ontario va de l'avant avec la mise en oeuvre du RRPO en 2017.

Le but que nous poursuivons est simple : faire en sorte que d'ici 2020, tous les employés admissibles en Ontario soient couverts par le RRPO ou un régime de retraite d'employeur comparable.

Bâtir une société équitable

Monsieur le Président, nous estimons que tous les Ontariens et Ontariennes devraient avoir la chance de réaliser leur plein potentiel.

Dans le budget de 2015, le gouvernement s'est engagé à soutenir les gens dans un marché du travail en transformation et à aider les personnes vivant dans la pauvreté, afin que toute la population ontarienne puisse mener une vie prospère et en santé.

Voilà pourquoi nous avons haussé les prestations d'aide sociale, indexé le salaire minimum au taux d'inflation, augmenté le financement du soutien accordé aux enfants en indexant la Prestation ontarienne pour enfants et amélioré l'inclusion des personnes handicapées sur le marché du travail.

De plus, nous prenons des mesures pour aider à combler l'écart salarial entre les hommes et les femmes en menant des consultations pour aider à la création d'une stratégie sur cette question.

Nous transformons le régime de soins de santé universel pour assurer que tous les Ontariens et Ontariennes aient accès à des soins améliorés et mieux coordonnés, maintenant et à l'avenir.

Monsieur le Président, nous prenons des mesures pour lutter contre la violence et le harcèlement sexuels, ainsi que pour améliorer le soutien aux survivantes. Notre initiative, Ce n'est jamais acceptable : Plan d'action pour mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels, aidera à faire de la province un endroit où personne ne vit sous la menace de violence et de harcèlement sexuels.

Changement climatique

Monsieur le Président, de bonnes politiques environnementales constituent de bonnes politiques économiques.

Nous favorisons l'essor de l'Ontario en prenant des mesures prospectives. Ainsi, dans le budget de 2015, notre gouvernement s'est engagé à participer à un programme de plafonnement et d'échange avec ses partenaires de la Western Climate Initiative, dont le Québec et la Californie.

Nous avons respecté cet engagement, Monsieur le Président, en établissant une cible de mi-parcours, soit 2030, pour les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Dans le budget de 2015, nous avons dit que le produit du programme de plafonnement et d'échange serait affecté à des priorités qui contribuent à réduire les émissions de GES et soutiennent la prospérité durable.

En guise de prochaine étape, le gouvernement propose un paiement initial de 325 millions de dollars en 2015-2016 par l'entremise d'un Fonds d'investissement vert qui visera à réduire les émissions de GES tout en consolidant l'économie. Grâce à cet investissement initial, le Fonds soutiendra les rénovations écoénergétiques dans les logements (y compris les logements sociaux), les investissements dans l'industrie et les petites et moyennes entreprises pour améliorer leur rendement énergétique, les collectivités autochtones ainsi que les nouveaux investissements dans l'infrastructure pour les véhicules électriques.

Notre gouvernement reconnaît que des politiques environnementales rigoureuses offrent aux entreprises l'occasion de faire des innovations technologiques et de trouver des solutions peu coûteuses pour réduire les émissions et devenir plus compétitives dans l'économie mondiale.

La province abrite la plupart des entreprises canadiennes qui sont axées sur l'environnement et les technologies propres, notamment dans les secteurs de la production d'électricité, du transport, de l'efficacité énergétique, du recyclage, ainsi que du traitement de l'eau et des eaux usées. De fait, pour la deuxième année de suite, l'Ontario s'est classé en tête de file en Amérique du Nord pour ce qui est des investissements verts, selon fDi Intelligence⁴.

Qui plus est, Monsieur le Président, l'an dernier, nous avons émis la première obligation verte de l'Ontario. La demande a de beaucoup dépassé la valeur de l'émission, avec des commandes de 2,4 milliards de dollars. Compte tenu du succès qu'a connu cette initiative, j'ai le plaisir d'annoncer que nous émettrons une deuxième obligation verte avant la fin de mars 2016.

C'est une preuve de plus que de bonnes politiques environnementales constituent de bonnes politiques économiques.

Établir des partenariats pour un Canada plus fort

L'Ontario et notre pays font face à des défis qui nécessitent une plus grande collaboration intergouvernementale. Un ordre de gouvernement ne peut à lui seul relever ces défis.

Une fédération solide nécessite un partenariat solide pour bâtir une union économique encore plus solide.

L'Ontario est prêt à travailler avec le gouvernement fédéral pour mettre en branle les priorités communes, notamment bâtir l'infrastructure, rehausser la sécurité du revenu de retraite, s'attaquer au changement climatique, soutenir le système de santé et créer des emplois.

Il nous tarde de collaborer avec les autres provinces, les territoires et nos partenaires autochtones pour procurer de meilleurs résultats à tous les Canadiens.

Un solide bilan en matière de gestion financière

Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à équilibrer le budget d'ici 2017-2018.

Pour étayer cet engagement, le gouvernement continue de mettre l'accent sur la gestion et le contrôle des charges de programmes et l'optimisation de chaque dollar dépensé.

Au cours des quatre dernières années, la province a maintenu le taux de croissance annuelle des dépenses de programmes à 1,4 pour cent, ce qui est inférieur au taux d'inflation.

En fait, l'Ontario est la province du Canada où les dépenses de programmes par habitant sont les plus faibles, malgré le fait qu'il continue d'investir dans les priorités comme la santé et l'éducation.

Le Processus d'examen, de renouvellement et de réorganisation des programmes, que dirige la vice-première ministre et présidente du Conseil du Trésor, Deb Matthews, contrôle les dépenses et cherche de nouveaux moyens, plus efficaces, d'obtenir les meilleurs résultats possible et d'optimiser chaque dollar dépensé.

La gestion des coûts de rémunération dans le secteur public demeure essentielle pour équilibrer le budget, puisque plus de la moitié des dépenses du gouvernement est consacrée aux salaires et aux avantages sociaux. Autrement dit, toute hausse modeste est neutralisée par d'autres mesures pour que l'incidence nette de cette hausse soit nulle. Nos partenaires du secteur public s'emploient à obtenir des conventions collectives à taux nul d'augmentation nette. Le gouvernement continuera de faire sa part en faisant un examen détaillé des principaux programmes pour que les coûts restent bas.

Monsieur le Président, l'Ontario est déterminé à éliminer le déficit en s'attaquant également à l'économie souterraine pour faire en sorte que chacun paie sa juste part des taxes et impôts. Jusqu'à maintenant, les mesures qu'a prises la province pour combattre l'économie souterraine ont généré des revenus de 225 millions de dollars supérieurs à ce qui avait été déclaré dans le budget de 2015. Nous avons également déposé des mesures législatives pour lutter contre la technologie de suppression électronique des ventes.

La voie vers l'équilibre

Monsieur le Président, au cours des six dernières années, l'Ontario a géré la croissance des dépenses de façon à contrebalancer la croissance plus modeste des revenus et à dépasser la cible annuelle au chapitre du déficit.

La province prévoit, à l'heure actuelle, un déficit moindre de 7,5 milliards de dollars en 2015-2016, qui sera ramené à 4,5 milliards de dollars en 2016-2017, et le retour à l'équilibre budgétaire en 2017-2018. Cela représente une amélioration de 1,0 milliard de dollars en 2015-2016 et de 0,3 milliard de dollars en 2016-2017.

Nous demeurons résolus à équilibrer le budget d'ici 2017-2018 d'une façon à la fois équitable et responsable et qui soutient les services essentiels sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens.

Conclusion

Notre plan pour favoriser l'essor de l'Ontario est certes ambitieux, Monsieur le Président.

Comme cela l'a été pour les terrains de l'Ouest de la rivière Don.

Pendant des décennies, les gouvernements ont hésité à investir dans la revitalisation de ce précieux site riverain. Mais à force de prévoyance et de planification, ce site a connu une transformation pour devenir le Village des athlètes dans le cadre des Jeux panaméricains et parapanaméricains les plus réussis de leur histoire.

Et maintenant, ce site est devenu une communauté portant la certification LEED or qui compte plus de 1 000 logements, y compris des logements abordables et accessibles.

Il est une destination polyvalente abritant une résidence pour les étudiants du Collège George Brown et un YMCA pour les familles.

Cet ancien site industriel abandonné a été transformé en un nouveau quartier dynamique où les familles peuvent vivre, travailler et s'épanouir.

Il constitue un legs durable des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015. Il est aussi un exemple de la vision que nous mettons de l'avant pour les collectivités de notre grande province, soit :

Faire des investissements stratégiques qui profiteront aux générations futures.

Construire les routes, les systèmes de transport en commun, les installations communautaires, les canalisations et les égouts, les hôpitaux et les écoles dont nous avons besoin.

Établir des partenariats avec le secteur privé afin de créer un climat d'affaires dynamique et innovant qui contribue au succès des entreprises.

Investir dans la main-d'oeuvre de demain pour qu'elle puisse acquérir les connaissances et les compétences requises dans une économie du savoir.

Sécuriser le système de régimes de retraite de façon à aider les Ontariennes et Ontariens à maintenir leur niveau de vie à la retraite.

Créer des emplois et saisir les occasions de stimuler notre économie.

Nous adoptons avec enthousiasme le changement.

Nous faisons des progrès.

Nous prenons les rênes.

Monsieur le Président, nous favorisons l'essor de l'Ontario!

Merci.

¹ Daniel Muzyka et Glen Hodgson, « Executive Briefing: Economic Advice to a New Federal Government », Le Conference Board du Canada, 9 novembre 2015.

² Mark Yeandle, « Global Financial Centres Index 18 », Z/Yen Group, septembre 2015.

³ Institut Broadbent et Centre for Spatial Economics, *Les Bénéfices Économiques des Dépenses en Équipements Publics au Canada*, 2015.

⁴ fDi Intelligence, *The fDi Report 2015: Global Greenfield Investment Trends*, 2015.